



# COVID-19 OU PAS, LA SANTE N'EST PAS UNE MARCHANDISE ! NOTRE GUERRE C'EST LE CAPITALOVIRUS !

## Une pandémie imprévisible ?

Depuis la pandémie du SRAS en 2003 plusieurs chercheurs/euses ont tiré la sonnette d'alarme : « la question n'est pas de savoir s'il y aura une nouvelle pandémie mais de savoir quand elle aura lieu ». Et pourtant nos gouvernements sont restés sourds et n'ont rien anticipé !

Dans la santé et le social, cela fait des années que notre Fédération interpelle les gouvernements sur le manque de moyens, les suppressions de lits, de postes, les fermetures d'unité. La pandémie actuelle n'était pas « prévisible », mais la crise sanitaire qui en découle, elle l'était.

Depuis sa création, il y a plus de 30 ans, notre Fédération dénonce le démantèlement de nos systèmes de santé, aussi bien en France qu'ailleurs dans le monde. Cette pandémie est d'autant plus virulente qu'elle arrive dans une société où les gens sont déjà à bout avec des conditions de travail déplorables, une santé abîmée, un climat pollué nocif. Encore une fois, les femmes sont les plus exposées. Elles représentent 88 % des services infirmiers, 90 % du personnel des EHPAD, mais aussi 73 % des personnels d'entretien, 90 % des caissières autant de métiers à risque de contamination.

## La marchandisation de la santé

La commercialisation de la santé s'est développée et continue de se développer partout dans le monde avec des mécanismes et des réalités variées, en faisant subir des pressions budgétaires sur des systèmes de protection qui, lorsqu'ils existent, n'en sortent pas indemnes, quand ils ne basculent pas dans un libéralisme débridé. La marchandisation du social suit les mêmes logiques de politiques économiques.

La crise sanitaire liée au Coronavirus Covid19, met malheureusement à découvert les conséquences dramatiques des politiques gouvernementales menées dans les services publics de santé et de la protection sociale, dévoilant leurs défaillances dans ces circonstances. Elle contredit tous leurs discours sur les réformes qui seraient indispensables, notamment pour les retraites ou encore pour imposer l'austérité sur l'ensemble des services publics et des secteurs non marchands. Elle met à jour leurs mensonges et leurs contradictions sur le bienfait de la globalisation tout en adoptant des mesures de repli en matière de lutte contre un coronavirus, qui lui ne connaît de frontière.

« Nous n'avons qu'une priorité : battre le virus. » le Président a répété plusieurs fois ces mots lors de son allocution du 25 mars. Notre Fédération doute des propos du Président Macron.



Nos gouvernants englués au service d'un productivisme inhumain, aveuglés par l'économie, ne savent répondre qu'en lois liberticides et anti sociales. Ils cherchent à sauver le capitalisme sanitaire et ses grandes industries en les constituant en solution pour l'après-crise. Si l'on écoute mieux le discours du mercredi 25 mars, le Président n'a pas parlé d'un grand plan d'investissement dans l'hôpital public, il a parlé



d'un « plan massif d'investissement pour notre hôpital ».

Nous devons rester vigilant-es et ne pas être dupes des intentions des grandes industries, pilleuses de richesses. Celles-ci essaient de se faire passer pour les « sauveuses » de notre système de santé alors qu'elles participent à son agonie en ne payant pas leur juste part de cotisations dans notre caisse de solidarité, comme TOTAL ou le groupe LVMH pour ne citer qu'elles. Ces entreprises mettent le pied dans la porte, pour devenir ensuite incontournables. La crise sanitaire est pour elles l'occasion d'occuper une place encore plus grande dans le système de santé public et accélérer la privatisation de notre hôpital public. Il n'y a qu'à voir la façon dont Emmanuel Macron soulignait dans son allocution l'alliance fructueuse entre le secteur privé et le secteur public dans la gestion de la crise. C'est cette captation de la santé publique par des intérêts marchands que notre fédération dénonce depuis toujours.



**Exigeons une démocratie sanitaire solidaire !**

Demain le meilleur hommage pour toutes les victimes de cette pandémie, sera la lutte pour un nouveau "plus jamais ça" !

Le Droit à la protection sociale universelle est une nécessité, entravé par cette mondialisation financière qui nous a été imposée et à laquelle notre Fédération s'est toujours opposée.

Demain il faudra que les politiques qui ont appliqué le totalitarisme économique rendent des comptes à la population.

Aujourd'hui vous nous applaudissez, demain nous vous demandons de nous rejoindre dans la lutte pour mettre le gouvernement face à ses responsabilités.

Demain, imposons comme nos parents et grand parents une autre société plus égalitaire et solidaire. Pour cela redonnons des moyens de protections aux salarié-e-s avec un code du travail fort, une médecine du travail de qualité. Redonnons des moyens aux services publics et étendons-les sur tout le territoire. Renationalisons la Poste, la SNCF, l'eau et l'électricité. Nationalisons les entreprises pharmaceutiques.

Demain soyez à nos côtés pour sauver notre système de santé et pour reprendre en main notre système de protection sociale. Cela commencera par l'abrogation des contre-réformes libérales des quarante dernières années qui ne servent que ceux qui veulent faire du profit sur la maladie, la vieillesse, la mort.

Demain, l'accès gratuits aux soins de qualité pour toutes et tous doit être notre préoccupation principale. Pour cela il ne doit pas y avoir concurrence entre les secteurs public et privé, il faut intégrer dans la fonction publique tous les établissements privés sanitaires, médico-sociaux ou sociaux qui ne recherchent que le profit ! Pour développer et implanter de façon rationnelle et égalitaire tous les établissements petits et grands où des soins sont dispensés (hôpitaux, cliniques, centres de soins, médecins libéraux...), il faut en finir avec la logique de compétition, et adopter une logique de coopération, que seule la socialisation peut permettre.

Car nous pensons, comme nos grand-parents au sortir de la 2<sup>de</sup> guerre mondiale, qu'un autre système de santé est possible: démocratisé, socialisé, égalitaire, géré démocratiquement, respectueux des patient-e-s, usager-e-s, résident-e-s, et des salarié-e-s, accessible à toutes et tous, c'est juste une question de volonté politique et qu'on abroge les privilèges des 1% les plus riches.

**Ils ont des milliards, nous sommes des millions !**

